

Axe 5 : Discours et société

(Personne de contact/responsable : Marcel Burger)

Version longue

Cet axe traite des spécificités et du rôle des pratiques langagières – ou discours en action – dans la société. On admet généralement depuis les travaux fondateurs des approches pragmatiques et de l'analyse des discours d'obédience philosophique (Austin, Searle, Grice), sociologique (Habermas, Goffman, Sacks), et psychologique (Gergen, Shotter, Potter) que les discours ne reflètent pas seulement la société mais contribuent à sa construction. C'est dans et par le langage que s'incarnent et se disent les motivations, désirs et actions des individus qui acquièrent par là un sens partageable qui est au fondement des réalités sociales. On admet aussi dans cette perspective que les deux dimensions – langagière et sociale – s'articulent étroitement : le social impacte les discours qui reflètent ses normes, valeurs et idéologies, et les discours construisent les identités et les relations entre les acteurs sociaux qui 'performent' ces normes, valeurs et idéologies en communication.

De fait, la société contemporaine sous l'effet de la globalisation se caractérise par une extrême hybridité langagière. S'y ajoute une complexité inédite propre à l'essor de la communication digitale (en particulier les nouveaux médias et réseaux sociaux). Etudier les discours en action dans la société contemporaine c'est essayer de mieux comprendre une réalité nouvelle où local et global, privé et public, virtuel et réel se confondent et sont reconfigurés par des discours eux-mêmes impactés par cette dynamique. Les chercheurs de cet axe portent une attention particulière à ce processus complexe particulièrement manifeste dans la communication digitale, qu'elle soit publique (*Twitter, Youtube*), ciblée (*Facebook, Instagram*) ou privée (*Facetime, WhatsApp*) et qu'elle s'ancre dans les domaines institutionnel (les gouvernements), organisationnel (les médias) ou relationnel (email, SMS).

Pour l'analyse des discours en action, une méthodologie variée est envisagée. Les champs constitués avec leur méthode propre (Analyse du discours, Etude critique des discours, Rhétorique, Analyse des interactions, Analyse conversationnelle, Linguistique textuelle), permettent l'étude de dimensions spécifiques (argumentation, stéréotypes, genres, séquentialité etc.) en centrant l'attention soit sur la dimension langagière soit sur la dimension sociologique des discours. Cependant, observer et comprendre la complexité des discours contemporains implique un double focus et des méthodes combinées (ou *multi-méthode d'analyse* : entretiens, vidéos d'interactions, données textuelles et iconiques etc.) propres à une perspective ethnographique : dans ce cadre il s'agit de mieux comprendre l'identité d'une communauté de pratique en portant l'attention sur l'ensemble des ressources de communication mobilisées par les membres en discours (ou *analyse multimodale* : mots, textes, visuel, gestes, phono-prosodie, occupation de l'espace et du temps etc.) et en combinant plusieurs grains d'analyse (ou *analyse multi-niveaux* : micro-mésomacro au plan social et au plan langagier).

Depuis une quinzaine d'année, les recherches lausannoises portent sur un genre spécifique de discours en action : la communication publique. On entend par là les discours multimodaux produits par une institution rattachée à un gouvernement à l'adresse de citoyens ciblés dans l'intérêt général définitoire du 'social'. Cette dernière notion est essentielle car elle est constitutive et évolutive : l'intérêt général n'existe pas en soi, mais dépend d'un discours qui le définit et s'ancre dans un contexte socio-historique spécifique (par exemple, le discours de l'Office fédéral de la santé publique en matière de tabagisme n'est pas le même en Suisse en 2017, où on promeut la prévention du tabagisme, et en 1950, où on vante les effets positifs de la fumée du tabac pour la santé).

Avec l'avènement du digital, les institutions d'intérêt général (les politiques et les médias journalistiques en premier lieu) perdent le contrôle des discours publics. Elles dépendent largement des grandes plateformes (*Google* et *Facebook* en premier lieu) et voient leur expertise professionnelle contestée 'on line' par de nouveaux agents indépendants (les cyberactivistes, les médias en ligne) dans des lieux 'virtuels' (les forums de discussions, des plateformes spécifiques). Aussi, le digital, en particulier par les affordances propres aux dispositifs, modifie le rapport à la définition même de l'intérêt général et des instances qui œuvrent à sa promotion. Les lieux d'ancrage en ligne et hors ligne se démultiplient et se conjoignent et questionnent le rôle des institutions : qu'est-ce que la politique à l'ère digitale ? Que devient le rôle des journalistes ? Quelles sont les enjeux publics du digital ? De telles questions motivent les chercheurs engagés dans cet axe.